CONSEIL GENERAL La droite met en cause la gestion d'Hervé Bramy

ALORS QUE, selon le président du conseil général, le socialiste Claude Bartolone, 98 % de la dette du département reposent sur des prêts à taux variables dits « toxiques » *(lire ci-contre, en page II)*, son prédécesseur, le communiste Hervé Bramy, s'était défendu dans nos colonnes hier en soulignant que les décisions concernant ces emprunts avaient été prises « à l'unanimité en commission permanente par des communistes, des socialistes, des Verts et la droite ».

« Mensonge ! » rétorque le maire (Nouveau Centre) du Bourget et conseiller général Vincent Capo-Canellas, qui, avec les autres élus de droite, refuse d'endosser la responsabilité de cet endettement à risques. « A aucun moment nous n'avons voté pour ou contre un emprunt. C'est le président du conseil général seul qui décide. En commission, nous ne recevons l'information que six mois plus tard. L'opposition n'a jamais été associée à cela », se défend le maire du Bourget, qui accuse Hervé Bramy de vouloir « mouiller tout le monde ».

LE BOURGET Le maire lance un programme d'économie

MÊME si la ville du Bourget ne craint pas d'être touchée directement par la crise financière, car elle n'a pas d'emprunts risqués à taux variable, le maire (Nouveau Centre), Vincent Capo-Canellas, a tout de même décidé d'engager préventivement un programme d'économies. « J'ai, par exemple, envoyé à mes services la note d'arrêt des engagements budgétaires pour les commandes 2008 avec deux semaines d'avance. Nos recettes sont indexées sur la croissance. Les droits de mutation, que nous touchons à chaque fois qu'un bien est vendu, seront moindres. Les recettes issues de la taxe professionnelle vont diminuer, car les entreprises risquent de moins investir. Il nous faut également tenir compte de la baisse des dotations de l'Etat. Enfin, les taux de crédit risquent d'augmenter et nous avons donc tout intérêt à recourir le moins possible à l'emprunt. »